

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL,

Rue de las Cámaras n. 34.

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 patacons par mois.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On s'inscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO. ON INSÉRERA GRATIS LES AVIS DE MM. LES ABONNÉS.

Almanach Français.

- Jeudi 11 (1796). — Combat de Cereu, par le général Bonaparte, contre les Autrichiens.
 (1796). — Combat de Giessen, par le général Grenier, contre les Autrichiens.
 (1810) — Combat de Fuente Santa, par le général Klapowsky, contre les Espagnols.

MONTEVIDEO.

10 Septembre 1845.

QUESTION DE LA PLATA.

ARTICLE SECOND.

Considérations générales.

(Suite.)

Les provinces de la Plata offrent à l'Europe, à la France particulièrement, une source de richesses commerciales qui s'accroissent chaque jour. L'exportation des produits de l'industrie française paraissent devoir être doublée en peu de temps. La France en ressentait chez elle le bien-être que procure toujours à une nation industrielle de nouveaux et nombreux débouchés. Des négociants, riches capitalistes, armaient de nombreux navires, et voyaient leurs spéculations, leurs efforts, récompensés par de grands bénéfices. Des nouvelles fabriques s'élevaient, et les nombreuses commandes pour la Plata remplissaient d'ouvriers industriels les vastes ateliers. Les ouvriers eux-mêmes avaient vu leur salaire s'accroître, l'aisance régner dans leur famille et pour l'avenir un travail lucratif et continu; dans toutes les classes enfin, sur tous les degrés de la vaste échelle sociale, on éprouvait la satisfaction générale qui règne chez une grande nation où le peuple ne crie plus la misère, où le négociant voit ses affaires prospérer et où les premiers de l'Etat entendent plus les cris toujours effrayants de l'ouvrier qui demande du travail et du pain. Tout d'un coup cette prospérité commerciale que l'on voyait augmenter journellement s'arrête, diminue, et se réduit bientôt à quelques envois rares, dont les retours eux-mêmes sont incertains. Les négociants souffrent des pertes considérables, désarment leurs navires ou tentent des spéculations hasardeuses qui consomment leur ruine complète. Les commandes, les achats diminuent peu à peu, gênés par les faillites, les fabricants se voient obligés de diminuer le salaire de ceux qu'ils emploient ou de les renvoyer. L'ouvrier qui a vu diminuer graduellement le prix de son travail, voit bientôt par le manque total d'occupation sa famille réduite à la plus grande misère.....

Maintenant recherchons la cause qui a produit d'aussi désastreux effets. Des milliers de familles, naguère dans l'opulence ou dans l'aisance, vivaient heureuses du produit de leur commerce avec les provinces du Rio de la Plata, tout d'un coup elles se trouvent réduites à la plus complète misère! Quelle était donc la cause de ce désordre, de ce déplorable résultat? Un seul homme: Je commence:

A Buenos-Ayres, un homme ambitieux, dont la poli-

tique nuisible à son propre pays et le caractère féroce étaient cachés par les dehors hypocrites d'une loyauté feinte, fut élevé par quelques unes de ses créatures à la dignité de gouverneur. A peine arrivé au pouvoir, il laissa percer sa haine pour les étrangers qui dès lors furent victimes de toutes ses vices et injustices, leur commerce est entravé, leurs personnes n'est plus respectées et leurs propriétés sont violées ou confisquées. Nos agents lui firent vainement de nombreuses réclamations, il n'en fit aucun cas, et, fort de l'éloignement de la patrie de ceux qu'il poursuivait aussi injustement, il ne fit qu'augmenter ses violences envers eux. La France, malgré le désir qu'elle avait de conserver des relations pacifiques avec un pays qui était si utile à son commerce, fut obligée alors d'intervenir les armes à la main pour faire cesser les vexations révoltantes dont on accablait ses nationaux. Elle venait demander satisfaction des offenses qu'on lui avait fait; forte, elle ne voulait pas opprimer le faible; juste, elle ne réclamait que ses droits. Le pygmée crut pouvoir braver le géant; il vit de la peur la où il n'y avait que de la circonspection.... La France fut blessée dans sa dignité et.... quelques jours après le blocus fut déclaré.

Charles MOUSSEAU.

(La suite au prochain numéro.)

Sachant avec quel empressement le digne gouvernement de Montevideo saisit toutes les occasions de prévenir les besoins et de soulager la misère du peuple, nous croyons devoir appeler son attention sur le prix exorbitant de la viande de boucherie.

Bien que, depuis quelques jours, il soit arrivé dans notre port plus de 500 bestiaux, et que la viande maintenant soit très abondante, les prix n'en sont nullement diminués. Il est vrai qu'une centaine de bœufs environ ont été vendus pour le prix excessif de 70 patacons chaque; mais aussi le reste n'a été acheté par les détaillants que pour la moitié de cette somme. Malgré cette sensible diminution, la viande se vend toujours au prix de deux réaux la livre; prix trop élevé pour que les basses classes puissent profiter de l'abondance d'un aliment aussi nécessaire aussi sain, et dont ils sont privés depuis si longtemps.

Connaissant toute la bienveillance du gouvernement, nous n'avons pas hésité un seul instant à lui découvrir un nouveau moyen d'augmenter encore par un bienfait la reconnaissance profonde que lui portent tous les habitants de cette ville, et qu'il a si dignement mérité.

C. M.

AVIS DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Lors de l'évacuation de l'île de Flores, les soldats de Rosas brisèrent les lampes et les reverberes du fanal.

Le gouvernement s'est occupé immédiatement de faire confectionner l'appareil. Par les nouvelles dispositions, la rotation du fanal qui était auparavant de 7 minutes, est réduite à 3 minutes, parceque, n'ayant pu se procurer que les reverberes nécessaires à l'é-

clairage de deux côtes, au lieu des trois qui y étaient auparavant, il a fallu en accélérer le mouvement.

Ainsi dorénavant, le fanal de l'île de Flores, aura deux intervalles d'obscurité dans son éclairage, un d'une demie minute, et l'autre d'une minute et demie.

Montevideo, le 6 septembre 1843.

Nous avons parlé hier de l'agent rosiste Aguirre, mais nous savons maintenant qu'une foule d'émissaires du dictateur sillonnent la province de Rio-Grande du Sud où ils répandent l'or, les promesses et les menaces. Ils annoncent aux émigrés Orientaux que l'on attend leur retour au camp d'Oribe pour effectuer l'élection d'un président qui serait sans doute encore celui qui prétend être le chef légal de la République de l'Uruguay et qui la ravage depuis trois ans. Malheureusement les agents de Rosas ont vu leurs efforts et leurs men songes sans effet; mais, comme leur mission est de nuire en tout et à tous, nous croyons que si le Brésil ne chasse pas, ou ne prend pas la résolution d'incarcérer ces hommes de discorde, il verra bientôt renaître la guerre civile qui a si longtemps déchiré sa plus belle province.

Le Nacional porte l'extrait suivant d'une lettre d'un officier de l'escadrille devant la Colonie:

« Dans ce moment viennent d'entrer deux goëlettes, une française et l'autre américaine, chargées de fa milles.

« Elles portent cent gardes nationaux échappés de las Vacas.

« Nous avons eu, ce matin, trois cavaliers déserteurs de l'ennemi.

« Punta Gorda est abandonnée. Cette nuit nous partirons.

« Le commandant Balle, avec son bataillon de gardes nationaux, est resté commandant de place de la Colonie. »

La goëlette Rosas étant entrée hier dans notre port, le capitaine s'est refusé à admettre la visite. On lui a fait savoir que le gouvernement de la République ordonnait qu'il sortit du port, ou qu'il reçut la visite de gré ou de force. Il a résisté et la visite a eu lieu.

(Nacional)

FRANCE.

Paris, 20 juin 1845.

(Suite et fin.)

« D'après des lettres de Rome du 7, M. Rossi, envoyé extraordinaire du gouvernement français, voyant qu'il ne pouvait obtenir aucune réponse définitive du cardinal Lambruschini, secrétaire d'état, a demandé une audience du pape lui-même, ce qui lui a été accordé. Il paraît que cette entrevue n'a servi, qu'à al-

térer d'avantage la bonne intelligence entre Rome et la France, car le bruit court que toutes les raisons que M. Rossi a mises en avant, avec beaucoup de fermeté, contre les jésuites, ont tellement indisposé le pape que S. S. est sortie de son calme habituel et a dit ouvertement qu'elle résisterait à la France comme elle résiste à la Prusse et à la Russie.

On dit que M. Rossi avait aussi pour mission de conseiller des réformes et une amnistie au gouvernement papal. Mais après le résultat dont nous venons de parler relativement aux jésuites et aux évêques français cette dernière démarche n'a pas pu avoir lieu.

On assure que M. Rossi ne tardera pas à quitter Rome pour rentrer en France.

Nous donnons pour ce qu'ils valent les détails suivants sur l'abdication de don Carlos. Ils sont extraits du *Morning Chronicle*, et l'on voit que les correspondants des journaux anglais aiment souvent mieux leur transmettre les faits apocryphes que de n'avoir rien à leur dire.

On dit que le père Fulgence, confesseur de la princesse Charlotte, femme de l'infant don François de Paule, avait été chargé par cette princesse, à son lit de mort, d'un message pour la reine Christine, exprimant le désir que tous les efforts imaginables fussent faits pour amener une réconciliation entre les diverses branches de la famille. La reine Christine aurait agréé cette idée, mais aurait renvoyé le père Fulgence auprès du général Narvaez pour le consulter. Celui-ci parut disposé à un arrangement, et en conséquence le père Fulgence fit plus d'une visite à Bourges. Un chef du parti modéré prétendit que les femmes ne pouvant succéder à la couronne dans l'Aragon, il fallait que le fils de don Carlos prit, lors de l'abdication de son père, le titre de roi d'Aragon, et que la reine Isabelle étant reconnue reine de Castille, l'union se fit à conditions égales, comme celle de Ferdinand et d'Isabelle. Les carlistes acceptèrent avec joie cette réconciliation. Toutefois, les événements qui survinrent, notamment les mauvais traitements auxquelles les carlistes furent en butte de la part des autorités, rompirent les négociations. Maintenant on les a renouées, dit-on, et bien que l'opinion de Narvaez parût douteuse, beaucoup d'hommes influents, et notamment des officiers supérieurs, se sont déclarés pour le projet.

On regarde comme hors de doute que si la reine épousait le comte de Trapani, les carlistes se lèveraient aussitôt en masse; et comme ce mariage n'est point appuyé par un parti national, les résultats pourraient être graves. La reine Christine voudrait le mariage de la reine Isabelle avec le comte de Trapani dans l'espoir de le dominer comme elle domine sa fille, et l'on croit qu'un mariage carliste lui fera perdre cette influence; mais elle cède aux vœux du clergé pour se concilier le pape. La réconciliation entre l'église et l'état est aujourd'hui son principal but.

Les correspondances d'Espagne font présager de nouvelles agitations; une tentative d'insurrection a eu lieu à Malaga: des coups de feu ont été échangés: un coup de pistolet a été tiré sur le général Caminero: plusieurs sergents du régiment provincial de Jean ont été arrêtés.

A Carthagène on pourrait redouter un mouvement épartériste.

A Madrid, il n'est bruit que d'une crise ministérielle. On disait généralement que Narvaez resterait à la tête du cabinet, mais sans portefeuille. M. Bulwer, ambassadeur anglais a quitté Madrid pour se rendre à Londres en passant par Paris, où il doit être arrivé aujourd'hui même. Son départ coïncide avec le mouvement ou l'abdication de don Carlos et le manifeste du comte Montemolin ont été connus dans la capitale.

Voici, selon quelques journaux, les noms des ministres qui formeraient le nouveau cabinet: Castro y Orezo à la justice; Orlando aux finances; Benavides à l'intérieur, puis Pacheco, Concha et Bravo Murillo. *El Tiempo* qui donne aussi cette nouvelle ajoute qu'il la croit dénuée de fondement.

Le *Heraldo*, la feuille provocatoire et incendiaire aux

ordres de Narvaez, semble voir maintenant les conspirations partout: elle dénonce aujourd'hui une société secrète établie à Madrid, et qui aurait des ramifications dans toute l'Espagne.

(*Courrier Européen* du 6 août.)

CHRONIQUE POLITIQUE.

— Le nouveau traité de Londres sur l'abolition de la traite est aujourd'hui le texte à peu près exclusif de tous les commentaires. Inutile de dire que le parti conservateur se livre à cet égard à des extases vraiment attendrissantes. Selon lui, la convention Lushington met un terme à toutes les divisions, dissipe à tout jamais les nuages douteux qui auraient pu s'élever entre l'Angleterre et la France. C'est, en d'autres termes, le plus touchant concert de satisfaction doctrinaire où la dynastie de Broglie à la plus large part de félicitations et d'éloges.

N'en déplaise cependant au cabinet et à M. de Broglie, il existe dans le traité une mystification trop saillante pour qu'il nous soit permis de la passer sous silence. L'article 7, il est vrai, déclare bien, d'une part, que le droit de visite ne pourra être établi; mais, de l'autre, l'article 8 stipule que les croiseurs auront le droit de constater à bord la nationalité de navires. La contradiction de ces deux articles est on ne peut plus manifeste.

Avec l'élasticité naturelle que comporte l'article 8, avec l'avantage que l'Angleterre aura toujours, et quoi que nous fassions, dans le nouveau système de croisières, il est évident que le droit de visite n'a pas cessé d'exister par le fait. Avec le bénéfice de cette disposition qui permet aux croiseurs de constater la sincérité du pavillon arboré, on n'a fait, en réalité, que substituer le droit de visite pour cause de nationalité au droit de visite pour cause de traite. C'est toujours le droit de visite.

[France].

THEATRE DU COMMERCE.

Jeudi 11 septembre 1845.

REPRESENTATION EXTRAORDINAIRE.

Au bénéfice de Mme Constant.

La société nationale afin de reconnaître en quelque chose l'excellente coopération que lui a toujours prêté Mme Constant, dans les diverses représentations données antérieurement au bénéfice des hôpitaux, offrira au public la soirée suivante.

Première Partie.

UN REVOLUTIONNAIRE A PARIS, EN JUILLET 1830.

PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE.

2me. Partie.

BOLERAS AFANDANGADAS

Danses par Mmes Gambin et une autre dame en costume d'homme.

3me. Partie.

LE DIABLE AMOUREUX.

Comédie Vaudeville en un acte, de MM. Xavier et Masson, exécutée en français par Mme. Constant et MM. Constant, Granville et Augustin.

4me. Partie.

CHANTS ESPAGNOLS

Varies exécutés avec accompagnement de guitare par Mme Gambin.

5me. et dernière Partie.

LE GASTRONOME SANS ARGENT.

Pièce assez connue et redemandée.

MM. Constant et Granville, animés du désir d'être agréables au public, réuniront dans cette soirée leurs efforts pressés à ceux des amateurs de la société nationale afin de donner à la représentation annoncée plus de variété et d'intérêt.

On commencera à 7 heures.



VENTE A L'ENCHERE.

[Remate.]

P. P. VAZQUEZ.

Vendredi, 12 courant, à onze heures précises, on vendra les notes d'une foule d'articles de nouveauté, sans retirer aucun lot.

AVIS DIVERS.

AVIS.

Les personnes qui voudraient acheter la baleinière *JUANITA*, provenant de la prise du corsaire *AGUILAR*, sont prevenus qu'il y a auparavant des comptes à régler sur cette embarcation.

La personne qui aurait des réclamations à faire sur la part de prise du navire *Nombre-Dios*, appartenant au sieur *Gulestan* est priée de les déposer dans le délai de 3 jours à dater d'aujourd'hui, au bureau du juge de paix de la première section, passé lequel elles ne seront plus admises.

Montevideo, le 8 septembre 1845.

INSTRUMENTS DE CHIRURGIE.

A VENDE.

MM. les chirurgiens, médecins et pharmaciens trouveront chez M. Domergue Coste, rue de Zavala, maison Lavalaja, un bel assortiment d'instruments de chirurgie, qu'on cédera à des prix très modérés.

AVIS AU PUBLIC.

M. David Michel, chocolatier, vient de nouveau, d'ouvrir une fabrique pour la confection de cet article dans la rue de Missions, n° 89, ancienne rue du Mouille.

On trouvera chez lui, les articles suivants, dont la confection ne laissera rien à désirer. Chocolat à la Vanille.

Idem. à canelle de Ceylan.

Id. (2e classe) canelle de Madras.

Café Martinique moulu.

Idem. Brésil idem.

Une nourrice jeune et saine venant de perdre son nouveau-né, désirerait se placer. S'adresser, rue de la Convention, n° 41

Le Propriétaire-Gérant, Jh. REYNAUD:

Imprimerie du PATRIOTE FRANCAIS.